

Chômage et précarité seront au centre des élections européennes du 22 au 25 mai. Une campagne lancée sous les huées des syndicats, vent debout contre l'austérité qui domine la politique bruxelloise. Pour les intervenants, l'Europe a pourtant encore les moyens de garantir un socle social commun. //

Quels grands chantiers sociaux l'Europe peut-elle mener ?



Jean-Cyril Spinetta
Président de Lasaire.

Après la crise économique de 2008 puis, en 2010, celle de l'euro, l'Europe a fait ses choix : rejet de l'option fédérale, préservation de la monnaie unique par la création du mécanisme européen de solidarité et le renforcement de la gouvernance budgétaire. Mais l'Europe – en continuant d'ignorer que dans tout espace économique unifié par une monnaie unique le centre s'enrichit et la périphérie s'appauvrit – rend ces choix économiquement, socialement et politiquement dangereux. Elle se condamne, pour corriger les écarts de productivité, à ne recourir qu'à des politiques de dévaluation interne menaçant l'investissement, la croissance et l'idée même de progrès social. Ceux qui croient en l'Europe doivent agir et proposer aujourd'hui pour éviter que le prochain débat ne soit « l'Allemagne et le désert européen ». Agir comment ? En suscitant dans tous les domaines l'instauration de politiques coopératives dans la zone euro. Alors que les échanges commerciaux intraeuropéens représentent plus de la moitié des échanges des pays de la zone, toutes les grandes économies mettent en œuvre des politiques de réduction du coût du travail pour restaurer leur compétitivité. Mais si les pro-

“ Le moment n'est-il pas venu de réunir une conférence sociale européenne sur les salaires et l'emploi ? ”

CE QU'IL FAUT RETENIR

// **Candidat des socialistes** à la Commission européenne, l'Allemand Martin Schulz s'est prononcé en faveur d'un salaire minimum européen proportionnel au PIB de chaque État. Il souhaite également remettre à plat la directive sur le détachement des travailleurs, adoptée le 16 avril à Strasbourg. Pour la première fois, les États de l'UE devront « tenir compte » du résultat des élections législatives pour nommer la tête de l'exécutif européen.

// **La Commission européenne intègre**, depuis 2014, de nouveaux indicateurs sociaux dans ses examens annuels de croissance des pays de la zone euro. Ils portent sur le taux de chômage, le revenu des ménages, l'inégalité et la pauvreté. Cette initiative fait suite au projet de « renforcement de la dimension sociale » de l'Union économique et monétaire, décidée le 28 juin 2013.

grès des uns se font au détriment des autres, les conduisant à leur tour à des efforts en plus, tous les éléments sont réunis pour que l'Europe s'enfonce dans la crise avec un risque de déflation. Proposer quoi ? Dans le domaine social, la priorité évidente est la lutte pour l'emploi : recul du chômage, qualité de l'emploi, accès des jeunes au marché du travail...

Le moment n'est-il pas venu, comme l'avait proposé Lasaire en 2008, de réunir une conférence sociale européenne sur les salaires et l'emploi ? L'objectif ne saurait être d'augmenter les salaires d'une manière uniforme mais de susciter un examen concerté des politiques salariales de chaque pays en prenant en compte la diversité des situations et des avantages comparatifs. L'Europe a justement écarté l'idée désastreuse d'une renonciation à la monnaie unique. Mais, en limitant ses ambitions à la seule gouvernance budgétaire, elle se condamne à des politiques d'ajustements permanents. Les dévaluations monétaires d'hier ont été remplacées par des dévaluations sociales. Pour que l'idéal européen vive, il est urgent que les acteurs sociaux redeviennent des acteurs de la sortie de crise. ♦